

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUD MARINE SHIPYARD

Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7
13002 MARSEILLE 02

Références : D-0008-2023
Code AIOT : 0006413575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement SUD MARINE SHIPYARD implanté Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7 13002 MARSEILLE 02. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite était réalisée suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021 relatif à la mise en conformité des installations de collecte et de traitement des eaux de lavage des navires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUD MARINE SHIPYARD
- Boulevard des bassins de radoub - Formes 1, 2 et 7 13002 MARSEILLE 02
- Code AIOT : 0006413575
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Sud Marine Shipyard exerce des activités de réparation, d'entretien et de peinture sur des navires, au niveau des formes 1, 2 et 7 dans les bassins Est du GPMM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux

- Plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Sud Marine Shipyard a procédé à la mise en place d'un système de collecte et de traitement des eaux de lavage des navires. Toutefois, l'efficacité de ce système pour respecter les valeurs limites de rejets réglementaires n'a pas encore été démontrée.

En outre, le suivi des consommation et émission de solvants au travers d'un plan de gestion des solvants reste à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Sud Marine Shipyard dont le siège social est situé Boulevard des bassins de radoub - 13002 MARSEILLE, exploitant une installation d'entretien, de décapage et de peinture de navires sise Formes1, 2 et 7 au sein des bassins Est du GPMM est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de mettre en œuvre un dispositif de collecte et de traitement des eaux de fond de formes, pour les formes 1 et 2, afin de respecter les dispositions de l'article 5.6 de l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : La société Sud Marine a mis en place un système de collecte des eaux de lavage des navires. Ces effluents sont dirigés vers une station de traitement mobile qui est positionnée au droit de la forme concernée (La société Sud Marine s'est engagée à ne pas procéder à des lavages simultanés dans différentes formes). Ce système de traitement est doté d'une cuve tampon en amont permettant un lissage du débit à traiter. La société Sud Marine a procédé à une première analyse des rejets, mais les échantillons prélevés ont été perdus. Une nouvelle analyse est prévue début décembre 2022. Une attention particulière devra être portée aux paramètres cuivre et zinc. La société Sud Marine devra transmettre à l'inspection les résultats des prochaines analyses dès réception et au plus tard dans un délai de 1 mois. Dans l'hypothèse où des dépassements seraient constatés pour les paramètres cuivre et zinc, la société Sud Marine devra procéder aux actions correctives nécessaires pour permettre le respect de l'ensemble des valeurs limites de rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
Constats : La société Sud Marine ne disposait pas d'un plan de gestion des solvants au jour de l'inspection. Elle s'est engagée à le réaliser et à le transmettre à l'inspection d'ici fin février 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet